

LE PATRONAGE LAIQUE DES PETITS BAYONNAIS

Association enregistrée en Préfecture sous le numéro W641000365
CENTRE AERE MOULIN D ARROUSETS, RUE D'ARCONDAU, 64100 BAYONNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

A l'assemblée générale

Opinion avec réserves

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LE PATRONAGE LAIQUE DES PETITS BAYONNAIS relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous les réserves décrites dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserves

Motivation des réserves

- Nous avons constaté que les procédures relatives à l'engagement de dépenses, au suivi budgétaire et à la séparation des fonctions au cours de l'exercice 2024 n'étaient pas suffisamment fiables. Notamment, une partie importante des dépenses de l'exercice ont été engagées en dehors de toute validation par la direction ou membre du bureau de l'association. Cette défaillance a participé au dépassement de budget et au déséquilibre financier de l'association. Ces insuffisances de contrôle interne ont notamment pour conséquence un risque accru d'erreurs ou d'omission dans l'enregistrement et la justification de certaines opérations.
- Les multiples démissions et vacances de poste, tant au niveau du personnel salarié que des membres du conseil d'administration, ont fortement perturbé le suivi financier, administratif et opérationnel de l'association au cours de l'année 2024. De ce fait, l'établissement des comptes 2024 repose partiellement sur des sources d'informations qui peuvent présenter certaines insuffisances.
- De façon générale, les défaillances du contrôle interne ont constitué une limite au contrôle des enregistrements et de leur fiabilité, dans la mesure où nous travaillons par sondage ou au moyen d'autres méthodes de sélection bien que les éléments collectés n'aient pas fait ressortir d'anomalies significatives remettant en cause la régularité et la sincérité des comptes annuels.

Cette situation limite la qualité de l'environnement de contrôle interne et nécessite d'être portée à l'attention des instances.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels, qui stipule que :

« Malgré le déficit très important de l'exercice 2024 et la situation de trésorerie préoccupante au cours du premier trimestre 2025, nous estimons que la continuité d'exploitation est assurée pour les 12 prochains mois compte tenu des éléments suivants :

- La Ville de Bayonne et la CAF des Pyrénées-Atlantiques ont versé de manière anticipée des acomptes sur les subventions 2025 pour un montant global de 215 k€ au cours des mois de février et mars 2025 ;
- Le tribunal judiciaire de Bayonne n'a pas donné suite à la demande d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, jugeant que l'association n'était pas en état de cessation de paiement lors de l'audience qui s'est tenue le 25 mars 2025 ;
- Le plan de trésorerie établi pour l'année 2025 fait état d'un niveau de trésorerie positif tout au long de l'année.
- Par ailleurs, la gouvernance de l'association s'est engagée à encadrer les dépenses 2025 de façon drastique afin de pouvoir envisager un retour à l'équilibre à court/moyen terme. »

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration le 09/04/2025.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

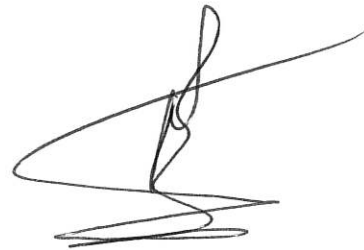
- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les

éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A BILLERE, le 22/05/2025
SARL C&D

Représentée par Nicolas POUDGE
Commissaire aux comptes

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'N' followed by a horizontal line and a small flourish at the end.

BILAN ACTIF

ASSOC PATRONAGE LAIQUE DES PETITS B

SELARL C&D
Société de Commissariat aux Comptes

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF

6 avenue de Long - 64140 BILLERE
N° Siret : 451 571 236 00012 Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

01/01/2023 au
31/12/2023

ACTIF IMMOBILISE

Immobilisations incorporelles

Frais d'établissement

Frais de recherche et développement

Donations temporaires d'usufruit

Concessions, brevets et droits similaires

Autres 4 059,32

Immobilisations incorporelles en cours 800,00

Avances et acomptes

Immobilisations corporelles

Terrains

Constructions

Installations techn., matériel et outil. ind. 164 291,68

Autres 92 612,71

Immobilisations corporelles en cours

Avances et acomptes

Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés

Immobilisations financières

Participations et créances rattachées

Autres titres immobilisés

Prêts

Autres 1 050,00

TOTAL (I)

262 813,71

214 951,00

47 862,71

43 965,91

ACTIF CIRCULANT

Stocks et en-cours

Créances

Créances clients, usagers et comptes ratt. 51 624,32

Créances reçues par legs ou donations 6 242,18

Autres 28 753,41

Valeurs mobilières de placement

Instruments de trésorerie

Disponibilités 37 143,32

Charges constatées d'avance 1 651,32

TOTAL (II)

119 172,37

6 242,18

112 930,19

201 727,66

Frais d'émission des emprunts (III)

Primes de remboursement des emprunts (IV)

Ecarts de conversion actif (V)

TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)

381 986,08

221 193,18

160 792,90

245 693,57

BILAN PASSIF

SELARL C&D

ASSOC PATRONAGE LAIQUE DES PETITS B

Société de Commissariat aux Comptes

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

6 avenue de Lons - 64140 BILLERE
N° Siret : 451 571 236 00012

PASSIF

Du 01/01/2024
au 31/12/2024

Du 01/01/2023
au 31/12/2023

FONDS PROPRES

Fonds propres sans droit de reprise

Fonds propres statutaires

Fonds propres complémentaires

Fonds propres avec droit de reprise

Fonds propres statutaires

Fonds propres complémentaires

Ecarts de réévaluation

Réserves

Réserves statutaires ou contractuelles

Réserves pour projet de l'entité

Autres

Report à nouveau

Excédent ou déficit de l'exercice

Situation nette (sous total)

Fonds propres consommables

Subventions d'investissement

Provisions réglementées

TOTAL (I)

66 465,35

168 186,46

FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS

Fonds reportés liés aux legs ou donations

Fonds dédiés

TOTAL (II)

2 100,00

PROVISIONS

Provisions pour risques

Provisions pour charges

TOTAL (III)

11 358,00

1 254,36

5 730,00

6 984,36

DETTES

Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Emprunts et dettes financières diverses

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Dettes des legs ou donations

Dettes fiscales et sociales

Dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Autres dettes

Instruments de trésorerie

Produits constatés d'avance

TOTAL (IV)

80 869,55

70 522,75

Ecarts de conversion passif

(V)

TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)

160 792,90

245 693,57

COMPTE DE RÉSULTAT

SELARL C&D

ASSOC PATRONAGE LAIQUE DES PETITS B

Société de Commissariat aux Comptes

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

6 avenue de Lons - 64140 BILLERE

N° Siret : 451 571 236 00012

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	8 350,00	10 575,20
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	3 064,75	
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	269 723,03	236 597,68
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	550 481,00	571 489,31
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie	-2 100,00	
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	98 473,48	84 559,81
Utilisations des fonds dédiés		1 000,00
Autres produits	456,42	163,58
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	928 448,68	904 385,58
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	348 644,95	283 440,49
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	2 039,78	9 717,98
Salaires et traitements	511 176,05	468 580,81
Charges sociales	140 817,43	128 743,03
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	20 268,65	16 125,52
Dotations aux provisions	5 628,00	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	6 096,75	6 772,34
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 034 671,61	913 380,17
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-106 222,93	-8 994,59
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	801,82	2 132,65
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	801,82	2 132,65
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	801,82	2 132,65



COMPTE DE RÉSULTAT

SELARL C&D

Société de Commissariat aux Comptes

ASSOC PATRONAGE LAIQUE DES PETITS B

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

6 avenue de Lons - 64140 BILLERE
N° Siret : 451 571 236 00012

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-105 421,11	-6 861,94
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 000,00	5 555,00
Sur opérations en capital	3 646,94	1 741,88
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	4 646,94	7 296,88
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	4 646,94	7 296,88
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	933 897,44	913 815,11
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 034 671,61	913 380,17
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-100 774,17	434,94

ANNEXE COMPTABLE

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

ASSOC PATRONAGE LAIQUE DES PETITS B

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexes au Bilan et au Compte de Résultat	Information		
	Produite	Non significative	Non applicable
PRÉSENTATION	O		
FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE	O		
RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	O		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	O		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	O		
ÉTAT DES AMORTISSEMENTS	O		
ÉTAT DES DÉPRÉCIATIONS			NA
PROVISIONS INSCRITES AU BILAN	O		
CRÉDIT BAIL			NA
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		NS	
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION			
<i>Variations de la réserve spéciale de réévaluation</i>			
<i>Variations de la provision spéciale de réévaluation</i>			
ACTIF CIRCULANT - ÉTAT DES STOCKS			
ACTIF CIRCULANT - ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES	O		
EFFETS DE COMMERCE			NA
COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF	O		
COMPOSITION DES FONDS PROPRES	O		
TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES	O		
<i>Var. des fonds propres avec la part liée à la générosité du public</i>			
TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS	O		
TABLEAU DES AVANTAGES ET RESSOURCES ÉTRANGERS			NA
LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE	O		
CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS		NS	
COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)			
TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES CR ET CROD			
COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (CER)			
ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES	O		
COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF	O		
LES ENGAGEMENTS	O		
ANNEXE COVID-19			
DETTES LIÉES À LA COVID-19			
COMMENTAIRE			

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

SELARL C&D
Société de Commissariat aux Comptes

ASSOC PATRONAGE LAIQUE DES PETITS B

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

6 avenue de Lons - 64140 BILLERE
N° Siret : 451 571 236 00012

PRÉSENTATION

L'objet social de l'entité :

L'association a pour objet la gestion du centre aéré du Moulin d'Arrousets, de l'accueil de loisirs de Brana et de la Ludothèque.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

L'association propose l'accueil des enfants de 3 à 18 ans en Centre de Loisirs sans Hébergement (CLSH) les mercredis, samedis, les vacances scolaires et pendant les accueils périscolaires.

Les moyens mis en oeuvre :

Pour exercer ses activités, l'association dispose de locaux mis à disposition par la mairie de Bayonne pour l'accueil des enfants au Moulin d'Arrousets ainsi que les locaux d'une école pour l'accueil de loisirs de Brana. Elle loue un local pour les activités de la ludothèque. Elle dispose également de matériel et de personnel salarié propre.

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 160 792,90 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un déficit de -100 774,17 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Ces comptes annuels ont été établis le 13/02/2025.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

Malgré le déficit très important de l'exercice 2024 et la situation de trésorerie préoccupante au cours du premier trimestre 2025, nous estimons que la continuité d'exploitation est assurée pour les 12 prochains mois compte tenu des éléments suivants :

- La Ville de Bayonne et la CAF des Pyrénées-Atlantiques ont versé de manière anticipée des acomptes sur les subventions 2025 pour un montant global de 215 k€ au cours des mois de février et mars 2025 ;
- Le tribunal judiciaire de Bayonne n'a pas donné suite à la demande d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, jugeant que l'association n'était pas en état de cessation de paiement lors de l'audience qui s'est tenue le 25 mars 2025 ;
- Le plan de trésorerie établi pour l'année 2025 fait état d'un niveau de trésorerie positif tout au long de l'année;
- Par ailleurs, la gouvernance de l'association s'est engagée à encadrer les dépenses 2025 de façon drastique afin de pouvoir envisager un retour à l'équilibre à court/moyen terme.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été arrêtés conformément au plan comptable général défini par le règlement 2014-03 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, complété du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Option de traitement des charges financières :

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

Les concessions, brevets et logiciels sont amortis linéairement sur une durée allant de 1 à 10 ans.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Option de traitement des charges financières :

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Constructions	16 ans ans
- Agencement et aménagement des constructions	5 à 16 ans ans
- Installations techniques	5 à 10 ans ans
- Matériels et outillages industriels	3 à 5 ans ans
- Matériels et outillages	3 à 5 ans ans

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

SELARL C&D

Société de Commissariat aux Comptes

6 avenue de Lons - 64140 BILLERE
N° Siret : 451 571 236 00012

ASSOC PATRONAGE LAIQUE DES PETITS B

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes sur immobilisations financières (titres) et titres de placement sont incorporés dans les coûts des immobilisations.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées correspondent à la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire.

COTISATIONS

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de l'émission de l'appel. En effet, l'association pouvant justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

SELARL C&D
Société de Commissariat aux Comptes
6 avenue de Lons - 64140 BILLERE
N° Siret : 451 571 236 00012

ASSOC PATRONAGE LAIQUE DES PETITS B

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET AVANCES ET ACOMPTES	
Désignation	VALEUR NETTE
TOTAL AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, AVANCES ET ACOMPTES	

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS

SELARL C&D
Société de Commissariat aux Comptes
avenue de Lons - 64140 BILLERE
N° Siret : 451 571 236 00012

ASSOC PATRONAGE LAIQUE DES PETITS B

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A		IMMOBILISATIONS		V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations		
					suite à réévaluation	acquisitions	
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL					
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL		4 859,32			
CORP.	Terrains						
	Constructions	Sur sol propre					
		Sur sol d'autrui					
		Inst. générales, agencs & aménagts construct.					
	Installations techniques, matériel & outillage industriels			155 585,20		9 122,48	
		Inst. générales, agencs & aménagts divers		69 426,01		1 975,50	
	Autres immos corporelles	Matériel de transport					
		Matériel de bureau & mobilier informatique		15 420,31		6 825,29	
	Emballages récupérables & divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL				240 431,52		17 923,27	
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières			1 050,00			
TOTAL				1 050,00			
TOTAL GENERAL				246 340,84		17 923,27	
CADRE B		IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
				par virt poste	par cessions		
INCORP.	Frais d'établissement & dévelop.	TOTAL					
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL				4 859,32	
CORP.	Terrains						
	Constructions	Sur sol propre					
		Sur sol d'autrui					
		Inst. gal. agen. amé. cons					
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.			416,00		164 291,68	
		Inst. gal. agen. amé. divers				71 401,51	
	Autres immos corporelles	Matériel de transport					
		Mat. bureau, inform., mobilier		1 034,40		21 211,20	
	Emb. récupérables & divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL				1 450,40		256 904,39	
FINANCIERE	Particip. évaluées par mise en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts & autres immob. financières					1 050,00	
TOTAL						1 050,00	
TOTAL GENERAL				1 450,40		262 813,71	

(1) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

SELARL C&D
Société de Commissariat aux Comptes
6 avenue de Lons - 64140 BILLERE
N° Siret : 451 571 236 00012

ASSOC PATRONAGE LAIQUE DES PETITS B

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
TOTAL					
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels					
Autres immobs corporelles	Inst. générales agencem. amén.	58 001,69	2 649,17		60 650,86
	Matériel de transport				
	Mat. bureau et informatiq., mob.				
	Emballages récupérables divers				
TOTAL		58 001,69	2 649,17		60 650,86
TOTAL GENERAL		58 001,69	2 649,17		60 650,86

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		DOTATIONS			REPRISES		
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immobs incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constr.	Sur sol propre						
	Sur sol autrui						
	Inst. agenc. et amén.						
Inst. techn. mat. et outillage							
A. immo. corp.	Inst. gales, ag. am div						
	Matériel transport						
	Mat. bureau mobilier inf.						
	Emballages réc. divers						
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							

CADRE C		Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net a la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler						
Primes de remboursement des obligations						

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES

SELARL C&D
Société de Commissariat aux Comptes
6 avenue de Lons - 64140 BILLERE
N° Siret : 451 571 236 00012

ASSOC PATRONAGE LAIQUE DES PETITS B

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	1 050,00		1 050,00
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	7 802,72	7 802,72	
	Autres créances clients			
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	coll. publiques	214,00	214,00	
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	28 007,41	28 007,41	
	Charges constatées d'avance	1 651,32	1 651,32	
TOTAUX		38 725,45	37 675,45	1 050,00
Renvois	(1) Montant			
	(2) des			
	(3) Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			
	(3) Créances reçues par legs ou donations			

COMPTES DE RÉGULARISATION -
ACTIF

SELARL C&D
Société de Commissariat aux Comptes
6 avenue de Lons - 64140 BILLERE
N° Siret : 451 571 236 00012

ASSOC PATRONAGE LAIQUE DES PETITS B

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	1 651,32
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	1 651,32

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	12,00
Autres créances	26 602,73
Disponibilités	
TOTAL	26 614,73

COMPOSITION DES FONDS PROPRES

ASSOC PATRONAGE LAIQUE DES PETITS B

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABLEAU VARIATION DES FONDS PROPRES

SELARL C&D
Société de Commissariat aux Comptes
6 avenue de Lons - 64140 BILLERE
N° Siret : 451 571 236 00012

ASSOC PATRONAGE LAIQUE DES PETITS B

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES					
Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Réserves					
Réserves pour projet de l'entité	176 411,94				176 411,94
Report à nouveau	-11 577,23		36 134,84		-11 142,29
Excédent ou déficit de l'exercice	434,94			434,94	
Subventions d'investissement	2 916,81			2 248,00	1 969,87
TOTAUX	168 186,46		36 134,84	2 682,94	167 239,52

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

ASSOC PATRONAGE LAIQUE DES PETITS B

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABLEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice montant global	Reports	Utilisations		À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements	Transferts	Montant global Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
TOTAL						2 100,00